RCS : MARSEILLE
Code greffe : 1303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00779
Numéro SIREN : 489 194 415
Nom ou dénomination : D-SQUARED

Ce dépôt a été enregistré le 21/11/2019 sous le numéro de dépôt 45044

Greffe du tribunal de commerce de Marseille

Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 21/11/2019

Numéro de dépôt : 2019/45044

Type d'acte : Procès-verbal d'assemblée générale
Modification(s) statutaire(s)

Déposant :

Nom/dénomination : D-SQUARED

Forme juridique : Société à responsabilité limitée

N° SIREN : 489 194 415

N° gestion : 2013 B 00779

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:07:28
N° de dépôt - 2019/45044 / 489194415

D-SQUARED
Société à Responsabilité Limitée au capital de 10 000 Euros
Siège social : 68 Rue Sainte - 13007 MARSEILLE
489 194 415 RCS MARSEILLE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 1er OCTOBRE 2019

****

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Modification de l'article 7 des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.
- Questions diverses,

****

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance décide de la modification des statuts de la Société comme suit:

Ancienne mention:

"ARTICLE 7 - APPORTS

Monsieur Alexandre DUMONT apporte à la société la somme de cinq mille euros, ci	5 000 €
Monsieur Thomas DROUMENQ apporte à la société la somme de cinq mille euros, ci	5 000 €

Total 10 000 euros"

Nouvelle mention:

"ARTICLE 7 - APPORTS

Les associés fondateurs de la Société ont déposé en numéraire l'intégralité du capital social, soit la somme de 10 000 euros auprès d'un établissement bancaire à concurrence de la moitié chacun."

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide de donner tous pouvoirs à Monsieur **Alexandre DUMONT**, avec faculté de se substituer toute personne de son choix, à l'effet d'accomplir toutes les formalités subséquentes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

****

Certifié conforme
Le gérant
Alexandre DUMONT

Pour copie certifiée conforme délivrée le 01/02/2020



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:07:28
N° de dépôt - 2019/45044 / 489194415

Greffe du tribunal de commerce de Marseille

Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 21/11/2019

Numéro de dépôt : 2019/45044

Type d'acte : Statuts mis à jour

Déposant :

Nom/dénomination : D-SQUARED

Forme juridique : Société à responsabilité limitée

N° SIREN : 489 194 415

N° gestion : 2013 B 00779

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:07:29
N° de dépôt - 2019/45044 / 489194415

D-SQUARED
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 10 000 Euros
Siège social : 68 Rue Sainte
13001 MARSEILLE
489 194 415 RCS MARSEILLE

STATUTS MIS A JOUR
LE 1er OCTOBRE 2019

COPIE CERTIFIEE CONFORME
PAR LE GERANT

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:07:29
N° de dépôt - 2019/45044 / 489194415

STATUTES

Les soussignés :

Monsieur Alexandre DUMONT
Demeurant 44 rue des frères Ghidaglia à Marseille (13007)
Né le septembre 1974 à Tassin la demi-lune (69 Rhône)
De Nationalité Française
Marié à Sylvaine LE MORVAN (née le 6 Novembre 1979 à Perpignan) le 5 mai 2003 sous contrat de mariage établi chez Maître Picot à Lyon (69),

Monsieur Thomas DROUMENQ
Demeurant 520 West End Avenue Apt 3. New York NY 10024 Etats-Unis
Né le cinq novembre 1975 à Noyon (60 Oise)
De Nationalité Française
Marié à Sandrine LEVILLAIN (née le 14 Août 1975 à La Tronche, Isère) le 15 juillet 2000 sans contrat de mariage.

ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée devant exister entre eux.

TITRE I
FORME – OBJET – DENOMINATION
SIEGE – DUREE – EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 - Forme

La société est une société à responsabilité limitée.

ARTICLE 2 - Objet

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- Les opérations d'acquisition d'immeubles et de fonds de commerce et l'administration desdits immeubles et fonds de commerce ou leur exploitation par bail ; location ou autrement ; leur aliénation en totalité ou en partie par vote d'échange ou de vente après exécution ou non de travaux de rénovation.
- Plus généralement, toutes opérations relevant de l'activité de marchand de biens.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la société est :

D-Square

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots Société à responsabilité limitée, ou de l'abréviation S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé au 68 Rue Sainte — 13001 MARSEILLE

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:07:29
N° de dépôt - 2019/45044 / 489194415

ARTICLE 5 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Cette durée viendra donc à expiration en 2104, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

ARTICLE 6 – Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2006.

TITRE II
APPORTS – CAPITAL – PARTS SOCIALES

ARTICLE 7 – Apports

Les associés fondateurs de la Société ont déposé en numéraire l'intégralité du capital social, soit la somme de 10 000 euros auprès d'un établissement bancaire à concurrence de la moitié chacun.

Ladite somme correspondant à la souscription et à la libération des 10 000 parts sociales de 1 Euro chacune ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la Banque Crédit Agricole Alpes Provence compte n°98713345050.
Cette somme de 10 000 euros a été déposée le 08/02/2006 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

ARTICLE 8 – Capital social
Le capital social est fixé à DIX MILLE EUROS (10 000 euros).

Il est divisé en DIX MILLE (10 000) parts sociales, numérotées de 1 à 10 000 inclus de UN EURO (1 €) chacune, et entièrement libérées.

Les parts sont attribuées et réparties comme suit :

– La Société TAPAS
CINQ MILLE parts sociales — *5 000 parts sociales*
Numérotées de 1 à 5 000 inclus

– La Société DIMMCO
CINQ MILLE parts sociales — *5 000 parts sociales*
Numérotées de 5 001 à 10 000 inclus

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 10 000 parts sociales"

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées

Aux présentes est intervenue Servane LE MORVAN conjoint commun en biens de Monsieur Alexandre DUMONT, qui reconnaît avoir été informée dans les conditions de l'article 1832-2 du Code civil de l'apport effectué par son conjoint et déclare ne pas vouloir être personnellement associée.

Aux présentes est intervenue Sandrine LEVILLAIN, conjointe commune en biens de Monsieur Thomas DROUHENO, qui reconnaît avoir été informée dans les conditions de l'article 1832-2 du Code civil de l'apport effectué par son conjoint et déclare ne pas vouloir être personnellement associée.

ARTICLE 9 – Augmentation et réduction du capital social

Toute modification du capital social – augmentation et réduction – sera décidée et réalisée conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
Dans tous les cas, si ces opérations font apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle des acquisitions ou cessions des droits nécessaires.

ARTICLE 10 – Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé dans la société résultent seuls des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:07:29
N° de dépôt - 2019/45044 / 48919445

ARTICLE 11 - Cession et transmission des parts sociales

1 - Cessions

a - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.
La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.
Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

b - Agrément des cessions

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.
Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou transmises à titre gratuit, au profit des conjoints, ascendants ou descendants d'un associé et à un tiers étranger à la société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.
Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés.
Les opérations de toute nature réalisées par l'associé unique sont libres.

2 - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

3 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

En cas d'apport de biens ou de deniers communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur des parts sociales peut revendiquer la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises et ce, selon les modalités et dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 12 - Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.
Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.
En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.
Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 13 - Droits des associés

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.
Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3 - Admissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les conditions de l'article 2078 du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

ARTICLE 14 - Décès ou incapacité d'un associé

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:07:29
N° de dépôt - 2019/45044 / 489194415

TITRE III
GERANCE – CONTROLE

ARTICLE 15 – Gérance

1 – Nomination – pouvoirs
La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non. La nomination des gérants en cours de vie sociale est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.
En cas de pluralité des gérants, chacun d'eux peut faire tous les actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.
Les gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société – Le Gérant, suivis de la signature du gérant.
Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sous réserve d'habiliter de pouvoirs spéciaux.
Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

2 – Durée et cessation des fonctions
La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision collective qui les nomme.
Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.
Les fonctions du ou des gérants cessent par démission, décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation.

3 – Rémunération de la gérance
Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à une rémunération dont les modalités sont fixées par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

ARTICLE 16 – Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés lorsque les conditions d'une telle nomination sont réunies. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices.

TITRE IV
DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 17 – Modalités

1 – Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.
Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 18 des présents statuts.
Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2 – Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires ou d'ordinaires.
Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.
Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 – Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.
Si, en raison d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.
Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent toujours être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

4 – Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 11 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.
Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.
La transformation de la société est décidée dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi.
La transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:07:29
N° de dépôt - 2019/45044 / 489194415

ARTICLE 18 – Assemblées générales

1 – Convocation
Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le
commissaire aux comptes s'il en existe un.
La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois
le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.
Tout associé peut demander en référé, la désignation d'un mandataire chargé de
convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.
L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.
Lorsque le commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un
lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation
dans un rapport lu à l'assemblée.

2 – Participation aux décisions et nombre de voix
Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

3 – Représentation
Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou
seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

4 – Réunion – Présidence de l'assemblée
L'assemblée est présidée par le gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.
Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts
sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée
par le plus âgé.

ARTICLE 19 – Consultation écrite

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés
sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.
Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par
écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.
Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.
Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé
ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

TITRE V
COMPTES SOCIAUX – BENEFICES – DIVIDENDES

ARTICLE 20 – Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.
Les documents comptables sont établis en unité euro.
A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également
le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.
Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les
événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de
recherche et de développement.

ARTICLE 21 – Affectation et répartition des bénéfices

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous les amortissements de l'actif social
et toutes les provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.
Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un
compte de réserve dite Réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.
Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et
augmenté des reports bénéficiaires.
L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la
disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.
Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:07:29
N° de dépôt - 2019/45044 / 489194415

Le fonds de bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte Report à nouveau débiteur, constitue les sommes distribuables.
Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.
Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.
Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a la droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.
Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.
La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

TITRE VI
DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATIONS

ARTICLE 22 – Dissolution

1 – Arrivée du terme statutaire
Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2 – Dissolution anticipée
La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.
La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi.
Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme ; à défaut elle est dissoute.

ARTICLE 23 – Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, sa dénomination doit alors être suivie des mots Société en liquidation. Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.
La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.
Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.
Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.
Lorsque la société ne comprend qu'un associé, la dissolution entraîne, sauf décision contraire de l'associé unique, transmission universelle du patrimoine social audit associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 24 – Contestations

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:07:29
N° de dépôt - 2019/45044 / 489194415